

Jeudi 23 juillet 2009

L'Europe sociale n'aura pas lieu

Par PCF Paris 5e

Compte-rendu de lecture du livre de François Denord et Antoine Schwartz, « *L'Europe sociale n'aura pas lieu* », éd. Raisons d'agir, Paris, avril 2009, 139 p. par Benjamin Landais

Dans une synthèse courte et efficace, les deux auteurs s'attaquent à l'antienne sociale-démocrate qui fait de l'Europe sociale l'objectif à atteindre de la construction européenne. Objectif toutefois impossible à réaliser et toujours repoussé par ces forces politiques soi-disant progressistes depuis plus de 50 ans.

La démonstration se base essentiellement sur une genèse de la construction européenne depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. L'ouvrage nous rappelle le rôle primordial qu'a joué la diplomatie états-unienne dans les premières étapes de la construction et l'orientation essentiellement anti-communiste et anti-soviétique des projets d'unité européenne, promus dans les premières années de la guerre froide.

Un retour sur les méthodes pour le moins anti-démocratiques des promoteurs de cette construction nous éloigne des panégyriques actuels qui circulent sur les « pères de l'Europe ». Il en est ainsi de Jean Monnet dont la biographie élaborée par J-B Duroselle fait « une sorte de héros à la fois visionnaire et pragmatique » (p. 34).

L'identification des inspirateurs réels de la promotion de la CECA, de la CED puis du traité de Rome montre clairement que la recherche de l'assentiment populaire en faveur de leurs entreprises institutionnelles supranationales était la dernière de leurs préoccupations.

La nature capitaliste et libérale du traité de Rome et de la mise en place du marché commun dès les premières années apparaît au grand jour. La mise en concurrence des travailleurs entre eux, par le jeu des différences de salaires, de systèmes de protection sociale et des droits des salariés entre les États européens n'est pas un phénomène récent mais la conséquence, ouvertement recherchée par ses promoteurs, de la mise en place du marché commun. La communauté européenne se fait donc, dès le départ, dans l'intérêt du patronat. Les politiques de rigueur du nouveau pouvoir gaulliste sont ainsi justifiées par les impératifs européens. Il en est de même en ce qui concerne la modération salariale pratiquée par le patronat français qui voit dans le marché commun une nouvelle aubaine pour résister aux pressions des salariés, compensant largement le danger lié à l'abaissement de la protection douanière pour l'écoulement de leur production.

Les deux auteurs étudient ensuite longuement l'inspiration idéologique des traités européens successifs. L'influence primordiale de la pensée néo-libérale (avec entre autres Hayek, Rueff, etc.) et de sa version allemande, l'« ordolibéralisme », est minutieusement démontrée. Le poids du « modèle social » allemand, qui cherche à

façonner une société adaptée aux exigences du marché, est mis en avant dans la conception au sommet des politiques européennes.

Du côté des sociaux-démocrates, « l'Europe sociale » reste un horizon plus que jamais inatteignable. Il l'était déjà à la fin des années 1940 lorsqu'un certain nombre de partis sociaux-démocrates d'Europe continentale se prononcent pour la construction d'une Europe unifiée comme préalable à la construction du socialisme, inversant l'ordre des priorités au bout de quelques mois seulement. Cet horizon est toujours aussi lointain en 1999 alors que la majorité des États de l'UE est dirigée par des coalitions dominées par ces mêmes partis. C'est dans cette « Europe rose » que le traité d'Amsterdam est ratifié, que l'euro est lancé sous le contrôle de la Banque Centrale Européenne, conservatrice du dogme monétariste le plus étroit. Le carcan libéral européen n'est pas bousculé par des sociaux-démocrates qui continuent de gérer loyalement les intérêts du capitalisme.

En conclusion, la question de la « réappropriation démocratique de la politique économique » est posée. Selon les auteurs, « ce ne sont pas les idées, mais des forces sociales mobilisées qui rompent avec le consensus libéral qui règne en maître à Bruxelles » (p. 121). On ne saurait leur donner tort dans la mesure où l'appel à la « construction de l'Europe sociale » peut être repris tous azimuts sans que les dirigeants bruxellois ou les lobbies patronaux européens ne se sentent le moins du monde inquiétés. ***Cela démontre, à notre avis, la profonde faiblesse du discours réformiste qui projette un changement progressif du modèle de société tout en nourrissant la consolidation d'un édifice institutionnel, juridique, économique et politique conçu de A à Z comme un instrument au service des forces du capital. Ne nous méprenons pas, le plan B, C ou Z, c'est toujours l'Europe capitaliste.***

Posons-nous néanmoins la question de savoir si, pour mobiliser ces forces sociales, le seul mot d'ordre antilibéral suffit. Le consensus néolibéral européen existe effectivement, comme le prouve à merveille cet ouvrage. Il fonctionne depuis plusieurs décennies parce qu'il a servi au mieux l'intérêt des classes dominantes au niveau national et au niveau international comme outil et prétexte aux politiques de rigueur dans les pays de l'Union. La CEE et l'UE ont aussi été des pôles d'impulsion pour les dernières phases de la mondialisation capitaliste, élargissant l'espace du libre-échange et de la libre-circulation des capitaux bien au-delà du niveau géographique continental. Mais l'Europe n'est que cela, elle n'est pas le cadre où se déploient aujourd'hui les luttes sociales et où se déroulent les grands débats publics. Il est donc peu probable qu'un tel mot d'ordre mobilise au-delà d'un cercle de militants convaincus.

Le refus de la Constitution européenne lors du référendum de 2005 a été gagné sur la base du rejet de politiques de casse sociale menées par et au nom de l'Union européenne au plus grand profit du patronat. L'erreur a été d'interpréter cette victoire comme celle de l'antilibéralisme résumé sous la formule « L'Europe, oui, mais pas celle-là ! ». Les forces politiques parties prenantes de la campagne référendaires pour le NON se sont donc engouffrées dans la promotion d'une « autre Europe » qui serait, elle aussi, une sorte d'« Europe sociale » dans une version plus radicale.

Cependant, la volonté de casser le consensus libéral bruxellois ne nous paraît pas beaucoup plus convaincante que la thèse des sociaux-démocrates qui font de l'« Europe sociale » la prochaine étape qui, seule, permettra d'achever la construction d'une Europe politique démocratique et de « renouer avec les citoyens ».

Mener la bataille idéologique contre le consensus libéral européen ne suffit pas si le lien n'est pas clairement établi avec la nature de classe des politiques européennes. Sans cela, nous courons le risque de raisonner et d'agir dans un cadre européen apparemment naturel et indépassable alors qu'il s'agit d'un terrain où les luttes sociales sont perdues d'avance.

L'« Europe sociale » ne peut donc en aucun cas être notre objectif car il nous ferait perdre de vue les luttes urgentes à mener en surestimant l'échelon européen que nous contribuerions à renforcer, nos adversaires immédiats avec lui.